

La Santé, une priorité pour l'AFD dans l'océan Indien



© Ania GRUCA



LA SANTÉ, AU CŒUR DE LA STRATÉGIE AFD DANS LA RÉGION

L'état de santé des populations des territoires et Etats de l'océan Indien est très contrasté. La région incarne à elle seule une zone de transition démographique et épidémiologique, où se côtoient des populations à la fois jeunes et vieillissantes et où coexistent maladies chroniques (cancer, diabète, maladies cardiovasculaires) et certaines pathologies infectieuses, caractéristiques des pays en développement. Les territoires de la zone connaissent de fortes disparités dans l'offre et l'accès aux soins de santé. Celles-ci s'expliquent par le niveau de développement économique de ces territoires, la disponibilité d'infrastructures et de ressources humaines en santé qualifiées, la présence de systèmes de financement de la santé et de politiques de santé, ou encore les particularités géographiques de certaines zones.

Pour autant, les populations de la région sont confrontées à des défis communs, parmi lesquels :

- Un niveau de précarité élevée, facteur d'inégalités importantes en matière de recours aux soins de santé ;
- Une offre médico-sociale sous développée voire inexistante dans certains Etats ;

- Une vulnérabilité accrue face au changement climatique, aux événements climatiques extrêmes et leurs conséquences sur la santé ;
- Une exposition forte aux maladies émergentes et ré-émergentes du fait, entre autres, de l'intensification des échanges et des interconnexions dans la sous-région mais aussi avec l'Asie du Sud-est, le sous-continent indien et l'Afrique de l'Est.

Pour faire face à ces enjeux communs, des efforts coordonnés au niveau national et régional sont nécessaires. L'AFD se mobilise ainsi dans l'océan Indien pour renforcer les systèmes de santé nationaux et promouvoir un espace régional intégré en réponse aux défis de santé de la région.

Pour répondre aux besoins et priorités des acteurs publics et privés de la santé, l'AFD mobilise des outils financiers variés : financements sous forme de prêts et de dons, préfinancements de subvention européenne, appui-conseil ou encore assistance technique.



L'AFD et la santé dans l'océan Indien



43

*Projets financés depuis 2018
(dont 5 dans le médico-social)*



290 M€

*Engagés depuis 2018
(dont 29 M€ dans le médico-social)*



9

Projets financés en 2022



92 M€

Engagés en 2022

“



Dr. Assiyat Yahaya Djae, bénéficiaire du projet COREG
© Expertise France Comores

Le système de santé aux Comores souffre d'une insuffisance qualitative et quantitative en ressources humaines en santé, notamment en médecine spécialisée. L'absence de faculté de médecine contraint les étudiants en médecine du pays à partir se former à l'étranger et à leurs frais.

Face à ce constat, le dispositif de bourses d'études « COREG », soutenu par le Groupe AFD en partenariat avec le Ministère de la Santé et mis en œuvre par Expertise France, vise à financer la formation de médecins spécialistes comoriens à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar dans les filières prioritaires pour les Comores.

« En raison du grand nombre de patients et de la grande distance entre Fombouni et Moroni, le transfert des patients est difficile. La grande majorité des cas qui nécessitent un transfert sont principalement des cas liés à la gynécologie. J'ai donc réalisé l'importance de la présence de médecins gynécologues en permanence au sein de l'hôpital, pour répondre aux besoins de la communauté. Mon souhait est de partir me spécialiser et de revenir afin d'apporter ma contribution à l'hôpital de Fombouni, et être utile à la région de Mbadjini ainsi qu'à la société comorienne. » témoigne Dr. Assiyat Yahaya Djae

”

“

Les virus n'ont pas de frontière et leur surveillance ne peut donc se limiter au niveau national. L'AFD soutient depuis sa création en 2009 le réseau SEGA - One Health, le bras armé de la Commission de l'Océan Indien en matière de santé publique (23,4 M€ depuis 2009 et 9,3 M€ par l'Union européenne depuis 2020). Ce réseau de surveillance épidémiologique régional vise à faciliter l'échange d'information entre les pays et la détection précoce de risques sanitaires, grâce à la mise en réseau de plus de 300 professionnels de santé, dans une approche « One Health » intégrant santé humaine, animale et environnementale. Il permet de coordonner et mutualiser les moyens pour des actions communes en matière de surveillance, de diagnostic, de prévention et de riposte aux épidémies.

« Face à la vulnérabilité de l'Indianocéanie, la coopération régionale est cruciale. Parmi les réalisations notables du réseau SEGA - One Health : la certification de 152 épidémiologistes de terrain sur les 350 prévus d'ici fin 2024, ainsi que le soutien à plus de 40 dispositifs de surveillance des maladies. La mise en place de systèmes de détection efficaces couplés à des personnels qualifiés et connaissant les spécificités locales permettent de réagir rapidement et efficacement lorsque se profile une menace, à l'instar de la fièvre de la Vallée du Rift.



Dr Harena Rasamoelina, lors d'un atelier sur la cysticerose à Madagascar / © COI



COMMISSION DE
L'Océan Indien



Aujourd'hui, l'Indianocéanie s'oriente vers une ère où la collaboration avec d'autres réseaux de santé publique prend une place centrale car nous sommes en première ligne pour garantir la sécurité de tous. Le réseau SEGA - One Health l'a déjà prouvé : en unissant nos forces et en travaillant ensemble au-delà des frontières, nous pouvons relever les défis sanitaires et contribuer au bien-être des communautés. »

Dr Harena Rasamoelina, épidémiologiste (Unité de veille sanitaire de la COI), coordonnateur du Réseau SEGA - One Health

”



INVESTIR DANS LES BIENS COMMUNS EN SANTÉ

Les biens communs en santé regroupent les fonctions indispensables au fonctionnement des systèmes de santé dont les effets bénéficient à tous, comme la surveillance épidémiologique ou la régulation pharmaceutique. Mais ils nécessitent des investissements collectifs auprès des acteurs dont ils relèvent, afin qu'ils puissent assurer pleinement ce rôle. Dans l'océan Indien, l'AFD soutient particulièrement les institutions qui assurent la prévention et la réponse aux épidémies ainsi que l'approvisionnement en médicaments.



Formation régionale de 8 professionnels de santé humaine et animale dans le cadre du réseau SEGA - One Health
© Institut Pasteur de Madagascar



Pharmacie soutenue par le projet SALAMA © SALAMA Communication



RÉSEAU SEGA
ONE HEALTH
L'initiative "Une seule santé"
de l'océan Indien



Salama

Centrale d'Achats de Médicaments Essentiels
et de Matériel Médical de Madagascar

Renforcer la sécurité sanitaire en Indopacifique

L'espace indopacifique qui s'étend entre l'océan Indien et l'océan Pacifique rencontre d'importants défis en matière de sécurité sanitaire. C'est une zone d'où émergent et circulent de nombreux virus à potentiel épidémique - une tendance de plus en plus marquée ces dernières années. La déforestation, l'intensification des élevages industriels, le commerce d'animaux sauvages ou l'accélération des échanges expliquent cette recrudescence.

Ces défis exigent une réponse collective et transrégionale, ainsi qu'une meilleure prise en compte de l'interdépendance entre la santé humaine, animale et environnementale. En 2023, l'AFD a ainsi mobilisé 15 M€ pour renouveler son appui historique à trois réseaux de surveillance épidémiologique, dont le réseau SEGA - One Health pour la région de l'océan Indien, le réseau *Economic Development, Ecosystem modifications and emerging infectious diseases risk evaluation* (ECOMORE) en Asie du Sud-Est et le réseau océanien de la surveillance de la santé publique (ROSSP) au sein de la Communauté du Pacifique.

L'objectif ?

- Développer les collaborations techniques et scientifiques entre les experts de ces trois régions pour mieux prévenir, préparer et répondre aux nouvelles épidémies
- Renforcer les interactions entre les disciplines de la santé humaine, animale et environnementale pour mieux identifier, analyser et comprendre les dynamiques très complexes des épidémies.

Améliorer la disponibilité des médicaments de bonne qualité et à prix abordable

La centrale d'achat de médicaments SALAMA est un maillon clé du système de santé malgache. Elle a pour mandat d'approvisionner en médicaments les pharmacies et structures de soins publiques et privées non lucratives sur l'ensemble du territoire. Malgré une forte croissance de son activité, la SALAMA est confrontée à des difficultés qui limitent sa capacité à financer les investissements nécessaires à sa croissance (stockage, distribution, organisation).

En 2023, un projet de 16 M€ en cofinancement avec l'Union européenne a été octroyé pour améliorer l'approvisionnement et le stockage des médicaments à destination des structures de santé. La construction de nouveaux entrepôts à Antananarivo et Fianarantsoa devrait permettre une meilleure gestion des stocks et, in fine, un meilleur accès aux médicaments pour les populations, notamment dans les parties centrales et sud de l'île, plus enclavées par rapport à la capitale.

Ces nouvelles constructions seront conçues pour résister aux événements climatiques extrêmes qui frappent régulièrement l'île et intégreront des mesures d'efficacité énergétique. Le projet appuiera également la gouvernance administrative, logistique et financière de la SALAMA pour améliorer son fonctionnement et garantir la pérennité et la durabilité de ses services.



SOUTENIR UNE OFFRE DE SOINS DE QUALITÉ

Pour contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable, l'AFD investit en faveur de la couverture santé universelle et du renforcement des systèmes de santé. Elle concentre ses efforts autour de deux enjeux-clés pour garantir l'accès à des soins de qualité pour toutes et tous : les ressources humaines en santé et les infrastructures résilientes. Face à la pénurie mondiale de personnel de santé, il est urgent d'investir car sans personnel qualifié disponible, il ne peut y avoir de soins de qualité.



Appui des équipes à l'ouverture de la maternité du Centre Médico Urbain (CMU) de Mbovéni
© Said Ali Said Mohamed / Ministère de la Santé



Centre Hospitalier de Référence Insulaire (CHRI) de Hombo
© Ministère de la Santé

L'OFFRE DE SOINS AUX COMORES



PASCO : les résultats sont là !

Depuis le milieu des années 2000, le système de santé de l'Union des Comores est confronté à des enjeux majeurs : forte mortalité maternelle et infantile, prédominance des maladies transmissibles, augmentation de la fréquence des maladies chroniques, et insuffisance de financements et de moyens humains.

Entre 2009 et 2022, le Ministère de la Santé a mis en oeuvre les trois phases successives du Programme d'appui au secteur de la santé aux Comores (PASCO), financé par l'AFD (25 M€ au total). Le projet PASCO a permis d'initier certaines réformes clés dans le secteur de la santé : financement, système d'information sanitaire, médicament, ressources humaines en santé, ou gestion hospitalière. L'exemple emblématique est celui du financement basé sur la performance, véritable fil rouge du PASCO. Ce dispositif, qui repose sur le principe d'un tiers payant pour les soins obstétricaux et sur un contrôle de la qualité des soins délivrés, est un outil efficace pour réduire la mortalité maternelle et néonatale aux Comores. Il est aujourd'hui en cours de généralisation sur l'ensemble du territoire.

Le PASCO en quelques chiffres clés :

- 65 000 accouchements assistés pris en charge grâce au tiers payant
- Près de 140 000 consultations prénatales réalisées pour un meilleur suivi des grossesses
- Plus de 40 structures sanitaires améliorées (constructions, réhabilitations, équipements, etc.)
- 142 professionnels de santé ayant reçu une formation diplômante
- 16 politiques et stratégies nationales accompagnées

Améliorer les capacités d'accueil et la qualité des services de santé

Aux Comores, les hôpitaux publics ne font pas exception au reste des établissements de santé : ils souffrent d'un sous-financement chronique, d'un manque de personnel qualifié et fonctionnent avec des plateaux techniques souvent obsolètes. De nombreux services ne sont ainsi pas ou très peu disponibles pour la population, qui se tourne vers le secteur privé ou renonce, tout simplement, aux soins.

Pour poursuivre la dynamique engagée par les financements PASCO, l'AFD a octroyé en 2021 le projet « Offre de soins ». Ce nouveau financement de 22,5 M€ vise à améliorer la qualité des soins délivrés au niveau hospitalier.

Le projet prévoit ainsi le renforcement de 5 établissements hospitaliers régionaux : le CHRI de Hombo et Hôpital de Pôle (HP) de Domoni à Anjouan, le CHRI de Fomboni à Mohéli et les HP de Fombouni et de Mitsamiouli en Grande Comore ; via la réhabilitation des infrastructures, la mise à niveau des équipements, la formation du personnel soignant et le soutien à la gouvernance du secteur hospitalier tant au niveau central et qu'au sein des directions des établissements.

Le projet vise également à renforcer les capacités de l'Ecole nationale de médecine et de santé publique, à travers la réhabilitation, la mise à disposition de matériels (pédagogique, informatique) et le soutien au développement de filières de



AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES INFRASTRUCTURES HOSPITALIÈRES

L'AFD accompagne la modernisation de l'offre sanitaire dans les territoires de l'océan Indien pour faire face aux défis démographiques, répondre aux besoins spécifiques de chaque territoire et assurer l'accès à des services de qualité. Face aux fortes contraintes climatiques auxquelles est exposée la région, l'AFD accompagne la construction d'infrastructures résilientes, à faible empreinte carbone et adaptées à ces contraintes et soutient l'intégration de ces enjeux tout au long de l'exploitation de ces structures.



Personnel de santé au sein du CHOR © CHOR



Centre Hospitalier de Mayotte © CHM



Le Centre hospitalier Ouest de La Réunion (CHOR), un pôle sanitaire « pivot » et écologique pour l'Ouest de La Réunion

Pour faire face à l'augmentation de la population, son vieillissement et le développement des maladies chroniques, la santé est un secteur de développement prioritaire pour le département de La Réunion. Le développement de l'offre de soins sur le territoire constitue un enjeu clé pour garantir l'accès et la qualité des soins et services offerts à la population, malgré l'éloignement de l'Hexagone.

L'AFD accompagne le CHOR depuis sa création en 2014 (34 M€ sur un budget total de 166 M€) afin d'améliorer les conditions d'accueil et d'augmenter les capacités de ce nouveau pôle sanitaire, aujourd'hui doté de 310 lits. Cet appui contribue à mieux équilibrer l'offre publique de services sur l'île grâce à l'augmentation du nombre de lits disponibles, la création d'un nouveau centre de dialyse et d'un centre de chimiothérapie. Dans une perspective de transition énergétique, la construction du CHOR a été pensée afin d'augmenter sa résilience face aux contraintes environnementales auxquelles il fait face. La structure des bâtiments permet d'optimiser les circulations d'air, gage d'économies d'énergie, et respecte les normes en vigueur en milieu tropical. Le CHOR est ainsi le deuxième établissement hospitalier de France à détenir le label HQE (haute qualité environnementale).



Accompagner le Centre hospitalier de Mayotte dans son projet de modernisation et de transition énergétique

Le Centre hospitalier de Mayotte (CHM) est le seul opérateur de santé public de l'île. Confronté depuis plusieurs années à un accroissement continu de la demande de soins, il n'est plus dimensionné pour accueillir le flux de patients actuels et celui des années à venir, ce qui fragilise l'organisation et la qualité des soins. Le CHM s'est donc engagé dans un vaste plan de modernisation et d'amélioration de la performance énergétique de ses bâtiments, dont certains datent des années 60.

En 2021, l'AFD a accompagné le CHM à hauteur de 23 M€ pour financer la mise à niveau de son plateau technique, avec l'acquisition d'équipements biomédicaux, la digitalisation et sécurisation de son système d'information ainsi que la restructuration du pôle mère-enfant avec la création d'un bloc obstétrical et une augmentation des capacités de la maternité et du service de néonatalogie. Partenaire du Programme d'efficacité énergétique des bâtiments (PEEB), l'AFD a également soutenu le CHM pour l'intégration des enjeux de d'efficacité énergétique dans son programme d'investissement. Des audits énergétiques ont été financés par l'AFD pour proposer des pistes de réduction des charges énergétiques, très importantes pour l'établissement.



Pour un monde en commun

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement durable et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation ; de sa filiale Proparco, dédiée au financement et à l'accompagnement du secteur privé ; et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions nécessaires pour un monde plus juste et résilient.

C'est avec et pour les populations que nous construisons en lien avec nos partenaires des solutions partagées dans plus de 150 pays, ainsi que dans 11 départements et territoires ultramarins français. Notre objectif ? Concilier développement économique et préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nos équipes sont engagées dans 4 200 projets sur le terrain, contribuant ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France

Tél. : +33 1 53 44 31 31